

Burundi : anarchie prÃ©valant dans le commerce des mÃ©dicaments

@rib News, 28/01/2015 - Source Xinhua L'Observatoire des Circuits Pharmaceutiques (OCP), une ONG burundaise, s'inquiÃ©te de l'anarchie prÃ©valant dans le commerce des produits pharmaceutiques, a dÃ©clarÃ© mercredi M. ClÃ©ment Nshimirimana, reprÃ©sentant l'Ã©gal de cette association burundaise sans but lucratif et Ã©tudiant finaliste dans la facultÃ© de mÃ©decine de l'UniversitÃ© du Burundi (UB). M. Nshimirimana, qui s'exprimait dans un point de presse, a prÃ©cisÃ© que la premiÃ©re principale cause de cette problÃ©matique est l'absence d'une rÃ©glementation dans le secteur pharmaceutique.

"L'organisation de la pharmacie au Burundi est actuellement rÃ©gie par un texte dÃ©passÃ© qui date du dÃ©but des annÃ©es 1980 et partant non adaptÃ© Ã la situation actuelle en ce qui concerne le commerce des mÃ©dicaments", a-t-il soulignÃ©. L'OCP, a-t-il affirmÃ©, dÃ©ploire que le processus d'adoption d'un projet de loi Ã©laborÃ© en avril 2013 en vue de combler ces lacunes n'avance pas depuis bienÃ¢t deux ans sans que les autoritÃ©s sanitaires aient informÃ© l'opinion les motifs de ce blocage. "Au sein de l'OCP, nous constatons avec amertume la rÃ©ticence du ministÃ©re de la santÃ© face Ã cette question; ce qui laisse penser que ce serait une maniÃ©re de protÃ©ger les intÃ©rÃ©ts de certains acteurs du domaine de la pharmacie, y compris ceux des agents du ministÃ©re au dÃ©triment de la population", a-t-il renchÃ©ri. M. Nshimirimana a aussi indiquÃ© que la deuxiÃ©me cause principale du dÃ©sordre dans le secteur du commerce des mÃ©dicaments au Burundi est l'absence d'inspection de qualitÃ© par les organes habilitÃ©s. "L'inspection de l'exercice pharmaceutique au Burundi laisse beaucoup Ã dÃ©sirer car nous observons plusieurs irrÃ©gularitÃ©s sous l'oeil complice des inspecteurs du ministÃ©re burundais de la SantÃ© Publique", a-t-il commentÃ© par ailleurs. A titre illustratif, il a pointÃ© du doigt certaines officines pharmaceutiques qui se sont substituÃ©es aux cabinets mÃ©dicaux en s'arrogeant le droit de dÃ©livrer des mÃ©dicaments sans ordonnances mÃ©dicales ainsi que certains pharmaciens qui font des consultations alors que Ã§a ne relÃ©ve pas de leur compÃ©tence. L'OCP, a-t-il poursuivi, dÃ©nonce par ailleurs "les pharmacies opÃ©rant dans des conditions hygiÃ©niques dÃ©plorables et assimilables Ã de petites boutiques oÃ¹ les produits pharmaceutiques sont mÃ©lÃ©s Ã d'autres produits d'usage courant (savons, sel de cuisine, etc.).